

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule sol Sous-Sol
65000 Tarbes

Tarbes, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BEZERRA

41 Rue Aurensan
32250 Montréal

Références : 2025-0083-Dp
Code AIOT : 0006803323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement BEZERRA implanté Bastarrot 32190 Bascous. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection vise à statuer sur les suites à donner aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure n°32-2023-08-28-00001 du 28 août 2023 et d'astreinte administrative n°32-2024-08-14-00011 du 14 août 2024. Cette astreinte administrative a été prise sur la base des prescriptions de la mise en demeure non satisfaites.

L'exploitant ayant transmis directement à l'inspection, un porter à connaissance en réponse aux manquements visés par l'arrêté d'astreinte, la visite de terrain a permis de constater la réalisation des travaux en cohérence avec le porter à connaissance déposé.

Le présent rapport rend compte des constats de l'inspection, propose les suites réservées à la

sanction administrative. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant les modifications sollicitées par le porter à connaissance sera prochainement transmis à l'autorité administrative. L'inspection a informé l'exploitant de la transmission par l'inspection d'un procès verbal de délit au tribunal judiciaire d'Auch.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEZERRA
- Bastarrot 32190 Bascous
- Code AIOT : 0006803323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière BEZERRA à Bascous est située à 2 kilomètres à l'Ouest du centre du village de Bascous. Elle est active depuis le 8 janvier 2003. La production maximale autorisée est de 185000 tonnes par an (145000 en moyenne) pour une durée d'exploitation de 30 ans.

La surface globale du site est de 26 ha répartie sur deux versants Ouest (9ha78) et Est (16ha42) séparés en point dominant par le chemin rural n°8 reliant le hameau "Haubet" à Bascous.

L'environnement proche de la carrière est constitué de champs agricoles et du hameau de "Haubet" situé au Sud du versant Ouest de la carrière. L'exploitant projette la mise en service d'une installation de traitement des matériaux sur le site et d'une installation de fabrication de béton prêt à l'emploi.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 1	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 2	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis le 18 février 2025, un porter à connaissance directement à l'inspection des installations classées. Ce porter à connaissance apporte les réponses aux attentes non satisfaites formulées par l'arrêté de mise en demeure et faisant l'objet de l'arrêté d'astreinte administrative. La visite du site a confirmé la mise en place des actions correctives attendues, ainsi la situation administrative apparaît désormais cohérente avec l'avancement de l'exploitation et les garanties financières associées. Les mesures de gestion des eaux de ruissellement réalisées, permettent de maîtriser les impacts environnementaux du site sur son environnement.

A l'issue de la visite, l'inspection propose de lever les arrêtés de mise en demeure et d'astreinte administrative pris à l'encontre de la société BEZERRA.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux extérieures Phasage et garanties financières
Prescription contrôlée : En application des dispositions de l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, la société BEZERRA, dont le siège social est sis 41 rue Aurensan, à Montréal 32250, Siret 39602009100031, exploitant une carrière sur le territoire de la commune de BASCOUS, est rendu redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 25 € (vingt-cinq euros) pendant une durée de 6 mois puis 100 € (cent euros) au-delà jusqu'à satisfaction complète des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 32-2023-08-28-00001 du 28 août 2023 susvisé. Cette astreinte prend effet à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant. Il est sursis à l'exécution de l'astreinte administrative au cours d'un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant. Au terme de ce délai de sursis : si les dispositions du présent article sont respectées, il est sursis à l'exécution de l'astreinte ; si les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'astreinte est liquidée en prenant comme point de départ la notification du présent arrêté à l'exploitant.
Constats : Concernant le phasage et les garanties financières, l'exploitant a transmis les éléments actualisés. Compte tenu des l'échéance de l'autorisation fixée au 8 janvier 2033, l'exploitation est désormais prévue en 2 phases, la première de 5 années puis la seconde de 2 années. Le périmètre exploité sera réduit en conséquence. Le calcul des garanties financières prend en considération les surfaces des infrastructures, des surfaces en chantier et des surfaces de fronts. Le calcul s'appuie sur le cadre réglementaire applicable. L'inspection considère que la situation est conforme, l'arrête d'astreinte et de mise en demeure cessent de produire effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 2 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Gestion eaux pluviales deux versants
Prescription contrôlée : En application des dispositions de l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, la société BEZERRA, dont le siège social est sis 41 rue Aurensan à Montreal 32250, Siret 39602009100031, exploitant une carrière sur le territoire de la commune de BASCOUS, est rendu redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 25 € (vingt-cinq euros) pendant une durée de 6 mois puis 100 € (cent euros) au-delà jusqu'à satisfaction complète des prescriptions de l'article 3

de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 32-2023-08-28-00001 du 28 août 2023 susvisé.

Constats :

Le 18 février 2025, l'exploitant a transmis son plan de gestion des eaux pluviales. La carrière comprend deux secteurs Ouest et Est séparés par une route communale. A date, seule la zone Ouest est en exploitation, la zone Est est conservée en exploitation agricole. Pour cette dernière, le plan prévoit néanmoins la méthode retenue pour la gestion des eaux pluviales lors de l'exploitation de cette zone.

Pour le secteur Ouest en cours d'exploitation, le plan de gestion dissocie le secteur en exploitation du secteur non encore exploité.

Trois bassins de régulation et de décantation sont prévus sur la zone. Les deux bassins situés en partie haute du site sont évolutifs en fonction de l'avancement de l'exploitation et ont pour fonction de collecter et réguler les eaux du secteur non exploité, puis en réseau de canaux et tuyaux transfèrent ces eaux vers le bassin aval avant rejet vers le milieu naturel. Ce réseau interdit le ruissellement des zones non exploitées et l'entraînement de fines argileuses sur le carreau de la carrière en exploitation.

Pour le secteur en cours d'extraction, la topographie du site est réalisée de telle façon que les eaux sont dirigées par gravité vers le bassin aval de décantation avant rejet vers le milieu naturel.

Le dispositif permet ainsi de séparer les ruissellements des surfaces en activité de celles non exploitées, de maîtriser les risques d'entraînements de fines vers le milieu naturel et d'éviter la création d'un plan d'eau permanent dans le carreau de la carrière en dépression topographique, par les fines argileuses.

Lors de l'inspection du site, l'inspection a constaté la présence des différents bassins, la réalisation des réseaux de collecte et l'absence d'eau sur le carreau de la carrière. L'absence d'apports de fines dans le carreau permet l'infiltration des eaux météoriques dans la matrice sableuse, limitant ainsi la création d'habitats favorables au développement de la biodiversité. Le dispositif de gestion des eaux de ruissellements est assuré des bassins de régulation (dont le dimensionnement est justifié) et par la séparation des écoulements sur les zones anthropisées de celles non exploitées. Ces dispositifs désormais opérationnels sont en capacité de prévenir les risques d'impacts sur le cours d'eau "le Tuzon" par entraînements de fines argileuses.

La situation est conforme, les arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de d'astreinte administrative cessent de produire effet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure